

BUREAU DU JOURNAL
ROUBAIX :
93, Grande-Rue, 93
TOURCOING :
Rue Desarmont, 12

L'ÉCLAIR

ABONNEMENTS :
Tous les Départements 4 50
Six mois 2 50
Un an 5 00

DE ROUBAIX - TOURCOING

La Semaine Politique

L'événement politique qui domine cette dernière semaine est, sans contredit, l'inoubliable manifestation organisée par les socialistes carmauxiens.

Vainement on chercherait dans l'histoire de tous les partis un pareil exemple de spontanéité dans l'attaque, de solidarité dans la défense.

Les forces coalisées de la réaction gouvernementale, cléricalle, voire royaliste, sont déchaînées contre nous. Contre nous sont mises en œuvre les machines de guerre les plus puissantes : la magistrature, la police, l'armée et cette mitraille de l'argent qui décala tant d'armées solides et enthousiastes.

Rien n'y fait. Quand on croit nous tenir, nous nous précipitons tête baissée sur l'ennemi et devant nos reprises d'offensive celui-ci hésite ; il y a des flottements dans ses rangs ; les chefs semblent eux-mêmes perdre leur assurance et leur sang-froid. Cela est si vrai que l'autre jour devant la cour de Toulouse, l'avocat général Le Gall, quoiqu'il ait voulu se montrer méchant comme son homonyme féminin, n'a pu se soustraire à l'obsession des discours prononcés par les députés socialistes à la réunion de Carmaux.

Malgré qu'il en est, les efforts de son réquisitoire tendaient moins à démontrer la culpabilité de Calviagnac et de Baudot qu'à disculper ses congénères et soi-même des accusations portées contre la magistrature. Il a tenté une réhabilitation impossible et il ne fallait rien moins que la préférence que ce rhéteur malhabile et ignare pour s'essayer. En quelques coups d'incisives, Viviani a d'ailleurs déchié tout le hère enjuponné. Et les juges ont, à leur tour, reculé devant l'accomplissement immédiat de la besogne que leur imposait le gouvernement. Ils ont remis leur sentence à huitaine.

L'estomac leur manque. Or, cette dernière défaillance est bien certainement due à la manifestation de Carmaux, non pas que celle-ci ait, en somme, été dirigée contre la seule magistrature, si exactement qualifiée de subdivision inférieure de la police, par notre ami Valliant. Nous avons d'autres chiens à fouetter, d'autres questions plus hautes à traiter devant le peuple. Le discours de Guesde, après une courte allusion au scandale judiciaire d'Albi, contient un exposé saisissant de la tactique qui s'impose désormais au prolétariat dans la guerre sociale.

Fouailler les pleutres, c'est bien ; tirer une morale spéculative des immoralités qui s'offrent à nos yeux est mieux encore. Il faut faire l'un et l'autre. C'est à quoi Guesde et les autres orateurs de Carmaux n'ont pas manqué.

En toute occasion, nous devons mettre notre doctrine en lumière. Quelles qu'elles puissent être, nous devons exploiter les circonstances

au profit de l'idée. Au fond des gorges, à la barre des tribunaux, au Parlement, sur les places publiques, partout et toujours la parole socialiste se fait entendre, si bien que les persécutions de nos ennemis affaiblis fournissent autant de prétextes, autant d'aliments à notre propagande.

On nous traîne en justice ? Soit, nous en profiterons pour dénoncer l'injustice.

On nous jette en prison ? nous nous accrocherons aux barreaux des cellules pour enseigner l'amour de la liberté.

On nous ruine ? quelle preuve plus convaincante pourrions-nous montrer que la malhonnêteté est la reine de ce monde décomposé ?

Depuis un an la horde des écumeurs capitalistes dont le larron Reille est le chef et le préfet Doux l'agent principal, a mis hors du droit commun le département du Tarn et particulièrement la région carmausine. Les commissaires spéciaux et leurs mouchards y foisonnent ; les petits fonctionnaires sont décimés ; la délation et la terreur pèsent sur toutes les demeures. Une feuille immonde montée à coups de millions répand chaque matin l'injure et le mensonge sur Jaurès et ses amis.

Résultat : Carmaux vibre plus que jamais à la parole de son élu. Celui-ci voit sa popularité prendre des proportions inconnues jusqu'ici.

Devant de tels résultats, un cri d'orgueil, de défi insolent nous monte aux lèvres : Continuez, messieurs les négriers.

Gérant RICHARD.

L'élection sénatoriale DU NORD

La Petite République apprécie cette élection en ces termes : C'est sur le nom du citoyen Moreau, ancien député, que se sont cotés les délégués socialistes. Disons de suite que le chiffre de 104 voix obtenues par le candidat du parti ouvrier n'a pas été obtenu sans les efforts de nos amis. Les opportunistes et les réactionnaires se montrèrent, eux aussi, stupéfaits, car ils lui en accordaient tout au plus 60 ; ce chiffre était d'ailleurs proportionnel à la représentation socialiste dans les différentes assemblées du département appelées à prendre part à l'élection. Il est donc trouvé 45 délégués sénatoriaux qui d'eux-mêmes et d'une façon imprévue ont affirmé sur le nom de Moreau leur adhésion aux idées socialistes et leur dégoût pour le régime actuel.

A MADAGASCAR

Le correspondant de la Dépêche de Toulouse à Madagascar apporte un fait nouveau au dossier de l'incurie gouvernementale. Nos soldats sont décimés, comme il fallait s'y attendre, par les fièvres pernicieuses ; une compagnie de deux cents hommes, débarquée à la fin d'avril, a déjà perdu quatre-vingts hommes, et les autres compagnies sont frappées dans des proportions analogues. Or, il n'existe contre la fièvre qu'un seul remède, mais un remède universellement connu, et dont il était par conséquent facile de munir le corps expéditionnaire, c'est la quinine.

Eh bien, le résultat des affirmations très nettes de notre confrère, que les premières troupes débarquées ont eu toutes les peines du monde à s'en pro-

curer et que celle qu'on leur donne aujourd'hui provient exclusivement des envois des Femmes de France. Quant à l'alcool de quinquina, recommandé comme préventif et dont on devrait faire une distribution journalière à chacun de nos soldats, comme cela se pratique d'ordinaire aux colonies, il est à peu près introuvable. Le général Duchesne a été le premier à constater cette situation et s'en est plaint très vivement, mais très inutilement aussi. Lorsque l'incurie de l'administration est poussée à ce point et qu'elle entraîne les conséquences qui viennent d'être dites, elle change de nom et s'appelle crime.

On avait dit que ce n'étaient point les Hovas qui étaient à craindre pour notre armée, mais le climat, et on avait répondu qu'avec une bonne hygiène et des soins prophylactiques, les corps expéditionnaires s'en tirerait. On avait compté sans l'indépendance, qui n'a point changé depuis l'Empire. Ce sont point les Hovas qui tuent les soldats de la France — c'est l'administration française.

Les Typographes Allemands

La Fédération typographique allemande balance son compte de 1874 par 1.200.408,75 francs (le marc : à fr. 25) pour la Fédération et par 1.141.975,50 francs pour la caisse d'invalidité se trouvant en liquidation : en tout donc 2.342.444,25 francs, dont une part a été dépensée pour les divers buts de la Fédération et dont l'autre reste en caisse. Aux chômeurs en voyage il fut donné 114.913,55 francs, aux autres chômeurs 101.562 francs ; pour assistance extraordinaire (renvois, grévistes), 10.921 francs. 40, à des membres gagnant insuffisamment 331.934,84 francs ; pour invalides, il fut dépensé 127.823 francs, de plus on paya 19.052 francs pour frais de funérailles. La Fédération consacra donc à ses membres chômeurs, grévistes, boycottés, malades ou invalides — en une année la somme de 682.208,95 francs.

Parallèlement à ces dépenses particulières figurent 2.000 francs au comité général et 1.200 francs au secrétariat international des typographes à Berne, 2000 francs envoyés aux typographes de Londres. Les typographes grévistes de Hollande reçurent 400 francs, ceux de Danemark 600 francs, ceux de Belgique 100 francs, de Suède 100 francs, d'Autriche 50 francs. De plus, les cordiers de Schlotfeld et les vanniers de Londres reçurent les uns et les autres 100 francs.

Il fut reçu en cotisations 893.915,05 francs, en droits d'entrée 3.468 francs. Parmi les autres recettes, il faut citer le solde de la caisse centrale de malades, deserte, soit 276.923,51 francs, somme à laquelle les membres ont répondu en faveur de la Fédération.

Le solde de la Fédération se chiffrait au 31 mars à 578.197,75 francs. Si l'on déduit l'excédent de l'année précédente et la recette extraordinaire provenant du reliquat de la caisse de malades, il reste comme en caisse résultant des postes ordinaires la somme de 244.706 francs. Il fut reçu en cotisations 167.865 francs de plus que l'année précédente.

L'accroissement du nombre des membres comporte, durant l'année dernière, 1.703. En 1893, la Fédération comptait 16.073 membres, fin 1894, 17.776, auxquels il faut ajouter 236 se trouvant en voyage.

Le compte ci-dessus ne comprend pas les secours que les diverses localités tirent de leurs propres ressources pour leurs membres et pour les travailleurs d'autres métiers, en cas de grève, etc. Il ne saurait pourtant nullement négligables.

En résumé, l'organe de la typographie, le Correspondant, a le droit légitime de s'écrier, après avoir discuté les comptes : « Devant ces résultats grandioses obtenus par une organisation ouvrière, l'ennemi le plus féroce doit baisser pavillon. »

LE SOCIALISME A L'ÉTRANGER

Lettre d'Angleterre

(De notre correspondant particulier)

Chute prochaine du gouvernement libéral. — Le parti irlandais, son histoire. — Le parti et ses cinq parlementaires. — Rebe, Amal et le parti irlandais et du Home-Rule. — Reprise de la tactique par le parti socialiste. — Solution de la question nationale dans le communisme.

Encore une élection à Inverness, encore une défaite pour le parti libéral, encore une réduction de sa majorité, qui, comme un ballon dégonflé, fait encore quelques bonds jusqu'à un chiffre quinze, mais reste, à la fin du temps presque à zéro de terre.

Il s'agit, dans cette élection, de remplacer ce député inébranlable, qui s'était couvert de ridicule aux yeux de ses collègues, en abandonnant la vie politique, parce qu'il ne pouvait plus tenir les promesses faites à ses électeurs. Déjà tiède partisan du parti au pouvoir, il est remplacé par un ennemi décidé du gouvernement. Nous nous demandons, dans notre dernière lettre, comment se faisait-il qu'un gouvernement aussi barolo que celui qui dirige ou que prétend diriger Lord Rosebery, un pareil habit d'arlequin, pût se maintenir encore en équilibre, et nous en trouvons l'explication dans l'appui que lui donnait le parti nationaliste irlandais.

Il est bon d'étudier les événements qui ont produit cette contradiction criante : « un gouvernement anglais maintenu au pouvoir par des députés irlandais ». Cela sera, peut-être, une leçon et une expérience instructive pour notre parti socialiste français.

Avant Parnell, il y avait à Westminster un groupe de députés irlandais, singulièrement méprisé par les gouvernants du jour ; on ne s'occupait alors de l'Irlande que pour réprimer les insurrections ou les complots des féodaux, du parti de la propagande par le fait. D'autres fois, il éclairait une famine en Irlande, par suite d'une mauvaise récolte de la pomme de terre ; une émigration en masse des classes pauvres vers l'Amérique en était le résultat, ordinaire. Répression impitoyable du côté du gouvernement, vengeances parfois atroces du côté des opprimés. La grande agitation d'O'Connell était oubliée.

Ce fut alors qu'un homme d'une intense énergie et d'une volonté concentrée apparut sur la scène : ce fut Parnell. Qu'il ait eu ses fautes en politique, qu'il nous fût, à nous autres socialistes, complètement hostile, cela nous importe peu en l'espèce ; il trouva la véritable tactique d'un parti révolutionnaire dans un parlement, voilà l'important, voilà ce qui fait de lui le seul homme de génie qu'il y ait eu en politique anglaise depuis la mort de Disraeli. Le spectacle d'un homme voulant quelque chose avec fixité était extraordinaire en présence de ces loques ou grivolettes que sont aujourd'hui les grands hommes de la Bourgeoisie, qu'ils s'appellent Gladstone ou H. Lot!

Après des luttes héroïques, Parnell parvint à leur représentation irlandaise, d'ordinaire si indécise sous sa main et à persuader au parti révolutionnaire en Amérique et en Irlande de lui laisser faire l'expérience de la lutte légale. Ceci obtenu après son voyage en Amérique, il revint, le leader du parti irlandais, maître de la politique anglaise pour quinze ans. Ayant le vote irlandais en Angleterre aussi bien qu'en Irlande, il pouvait le porter où il voulait, soit du côté libéral, soit du côté conservateur.

Le parti parlementaire irlandais n'était pas assez fort pour dominer, mais il pouvait faire pencher la balance, ce méchant l'appoint de ses voix dans l'un ou dans l'autre plat. Parnell avait eu cette vue géniale qu'un parti révolutionnaire peut ainsi user les partis au pouvoir, diminuer leur prestige et finalement les affoler, au point de leur faire tout sacrifier pour pouvoir payer un appui momentané.

Ce furent, ainsi, tour à tour, le parti conservateur, puis le parti libéral, qui eurent à payer à Parnell l'appui qu'il leur donna. Aux élections de 1885, Gladstone avait été astreint de proposer le Home-Rule, ce projet qui devait donner à l'Irlande le droit de se gouverner et de s'administrer. Le parti libéral était aux pieds de celui qu'on appelait le roi sans couronne, M. Gladstone avait reçu le leader irlandais, qui avait jadis fait emprisonner dans la bourgeoisie d'assureur. Le procès de calomnie intenté par le journal le Times, avait échoué misérablement, par la découverte du faussaire Pigott. En réalité c'était sinon le triomphe, au moins ce moment, si rare en politique, où l'on voit le but, et où il semble qu'il n'y a plus qu'à étendre la main pour le toucher. En ce moment, le procès intenté par un méprisable major irlandais à la solde du parti conservateur, amena Parnell devant les tribunaux pour répondre à un procès en adultère, et tout s'écroula.

C'est certes pas à nous, socialistes et communistes de nous joindre à cette tempête d'exclamations hypocrites qui s'éleva contre Parnell, à cette indignation de catholiques et de puritains contre un homme politique qui s'était permis de prendre la femme d'un autre. Fait inouï dans la patrie de Nelson et du présent prince de Galles ! Les non-conformistes anglais forcèrent Gladstone à se séparer de Parnell, et le parti libéral demanda au parti irlandais comme condition de l'adhésion maintenue de changer de leader. Qu'allait-il faire le parti irlandais ? Se soumettrait-il à cette injonction d'un parti politique auquel il avait l'habitude d'imposer ses volontés, ou conserverait-il celui qui l'avait organisé et conduit à la victoire ? Non, les députés irlandais se trouvaient bien à Londres, ils étaient les bien-venus dans les salons de la bureaux de rédaction du parti libéral ; bref, ils s'étaient laissé pénétrer par le parti libéral ; ils cédèrent et renvoyèrent Parnell. On sait comment celui-ci continua la lutte, seul ou presque (c'était d'ailleurs son habitude d'être seul), et comment à sa mort, le peuple irlandais, malgré le clergé catholique et les laquais de libéraux, paya sa dette à son dernier grand homme.

Nous disons dernier avec intention ; à la mort de Parnell, sa tactique mourait ; il ne pourrait avoir de successeur ; le parti irlandais, désormais inféodé au parti libéral, ne peut plus se dégager ; c'en est fini de son indépendance et de sa station entre les deux partis parlementaires anglais. Ajoutons-y les quatre-vingt députés irlandais (en ne comptant pas le petit groupe parnelliste, qui s'est retiré avec éclat de l'Alliance libérale), votent constamment avec le parti libéral, sans avoir, pour cela, plus d'espoir d'obtenir le Home-Rule. La plupart des politiciens libéraux n'ont même plus en parler, et Gladstone a été enchané du prétexte que lui donnait sa vieillesse, pour aller finir ses derniers jours dans son château d'Harwarden. Donc rien n'est de ce programme du parti irlandais, rien que cette force que lui avait donnée Parnell et qui lui reste encore, comme une victoire acquise. Le groupe irlandais est le pilier qui soutient encore le parti libéral, mais sans lui et sans politique. Depuis Parnell, il n'y a plus que la médiocrité qui gouverne : les O'Brien, les Mac-Carthy et cette figure grotesque, de l'avocat de l'Église catholique, Tim Healy.

Voilà cependant quelle a été l'attitude des ouvriers socialistes anglais et des socialistes irlandais vis-à-vis des autres. On peut dire que les seuls qui aient soutenu l'irlandais, lorsqu'ils luttaient seuls et méprisés, ont été des socialistes, comme notre ami Cunningham-Graham. Aussi, les irlandais, lors de l'élection de ce dernier à Glasgow, ont voté contre lui pour le candidat libéral anglais : de même, ce sont eux qui ont fait passer John Morley, l'ennemi acharné de la journée de huit heures, contre les socialistes de Newcastle. Aussi peut-on s'expliquer l'amertume des ouvriers anglais contre les irlandais, devenus plus libéraux que les libéraux, subordonnant toute la politique de réformes ouvrières à la question du Home-Rule, qu'ils avaient irréductible. Mais, malgré tout, de cette lutte du parti irlandais, et surtout de Parnell, les socialistes anglais ont retiré un renseignement précieux, une tactique qu'a adoptée le parti ouvrier ind-

pendant, tant il est vrai que tout ce qui est encore viable et évolutive dans la politique bourgeoise vient naturellement à s'adapter au but du seul parti qui ait pour lui l'avenir.

Parnell lui a enseigné d'abord quelle arme destructive et incomparable pouvait être le bulletin de vote en période parlementaire capitaliste ; il lui a montré de plus qu'un parti parti, prenant place entre deux partis également puissants et balancés, pouvait décider du sort d'une élection ou d'un vote. Ceci n'est pas un rôle négatif comme on serait tenté de le croire ; cette tactique revient simplement à freiner le parlementarisme. C'est ce qu'a fait Parnell, et en ceci il mérite de prendre place au rang des premiers révolutionnaires ; la tactique parlementaire était impossible avant lui ; depuis sa mort, elle est ouverte par la brèche profonde qu'il y a faite, et par là passera à son tour le prolétariat anglais — de plus, les deux partis bourgeois ont été désorientés et affolés ; aujourd'hui ils ont perdu le nord.

Cette histoire du mouvement parnelliste nous montre, au fond, l'insinuation de tout mouvement nationaliste à notre époque. Si l'Irlande, avec la tactique de Parnell, n'a pas triomphé, c'est qu'en réalité il était impossible de triompher. Elle, et les nations opprimées avec elle, trouveront leur délivrance dans l'établissement d'un régime où il n'y aura plus de nationalité et par suite plus d'oppression ni de rivalité.

P. S. — La lettre qu'on vient de lire a été écrite avant l'ouverture de la crise ministérielle dont l'issue est encore incertaine. Cette crise confirme, dans tous les cas, les prévisions de notre correspondant de Londres. N. D. L. R.

NOS DÉPÊCHES

L'ANNIVERSAIRE de la mort de Carnot

C'est hier lundi qu'a été célébré l'anniversaire de la mort de M. Carnot, assassiné à Lyon, le 24 juin 1894, dans les circonstances que l'on sait.

Voici les renseignements qui nous parviennent de Paris et des provinces sur la façon dont a été célébré cet anniversaire. A PARIS

La cérémonie au Panthéon

Paris, 24 juin. — Dès le matin, les voix qui se font entendre de la courbe présidentielle sont bondées de curieux. Par contre, on ne voit que très peu de drapeaux en deuil aux fenêtres. Dès une heure très matinale, de nombreuses personnes se massent sur la place du Panthéon et sur les trottoirs des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain.

Il est presque impossible de circuler sur les trottoirs qui bordent la rue Soufflot, tant la foule est compacte. Jusqu'à dix heures, ce n'est qu'une longue procession de voitures venant s'arrêter devant la porte du Panthéon et d'où descendent les représentants de toutes les puissances.

Succéssivement, arrivent Lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre ; M. de Munster, ambassadeur d'Allemagne, l'ambassadeur russe au grand complet, qui est l'objet d'une ovation prolongée de la foule, les attachés des pays orientaux en costumes bizarres et éclatants ; ceux d'Autriche d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre, etc., etc. Les grandes municipalités se forment et bataillent sous les colonnades du Panthéon.

L'extérieur du Panthéon n'a pas été tendu de noir, on s'est borné à enlever une partie des échafaudages qui y étaient installés, de façon à laisser voir l'inscription : Aux grands hommes, la patrie reconnaissante.

L'intérieur est tendu de noir. La maquette du monument de Victor Hugo a été cachée par d'innombrables tentures noires rehaussées d'hermine et portant au centre une cartouche aux armes de la République,

comme pour regarder au-delà de la mort, il ne pouvait plus serrer cette main industrielle qui avait soulevé pour lui le voile qui couvrait les choses cachées. Faria, l'utile, le bon compagnon auquel il s'était habitué avec tant de force, n'existait plus que dans son souvenir. Alors il s'assit au chevet de ce lit terrible et se plongea dans un sombre et amer mélancolie.

Seul il était redevenu seul et se plongea dans le silence, il se retrouvait en face du néant ! Seul ! plus même la vue, plus même la voix du seul être humain qui l'attachait encore à la terre ! Ne valait-il pas mieux, comme Faria, s'en aller demander à Dieu l'énigme de la vie, au risque de passer par la porte lugubre des souffrances !

L'idée du suicide, chassée par son ami, écartée par sa présence, revint alors se dresser comme un fantôme près du cadavre Faria.

— Si je pouvais mourir, dit-il, j'irais où il va, et je le retrouverais certainement. Mais comment mourir ? C'est bien facile, ajouta-t-il en riant ; je vais rester ici, je me jetterai sur le premier qui va entrer, je l'étranglerai et l'empoisonnerai.

Mais, comme il arrive que, dans les grandes douleurs comme dans les grandes tentées, l'âme se trouve entre deux cimes de fiots, Dantès recula à l'idée de cette mort infamante et passa précipitamment de ce désespoir à une soif ardente de vie et de liberté.

FEUILLETON NUMÉRO 56

LE COMPTE de Monte-Cristo

PAR Alexandre DUMAS

XIX LE TROISIÈME ACTE

Questions et réponses se faisaient avec une nonchalance qui indignait Dantès ; il lui semblait que tout le monde devait ressentir pour le pauvre abbé une partie de l'affection qu'il lui portait.

— Je suis fâché de ce que vous m'annoncez-là, dit le gouverneur, répondant à cette certitude manifestée par le médecin que le vieillard était bien réellement mort, c'était un prisonnier doux, inoffensif, réjouissant avec sa folie et surtout facile à surveiller.

— Oh ! reprit le porte-clés, on aurait pu ne pas le surveiller du tout, il serait bien resté cinquante ans ici, en

réponds, celui-là, sans essayer de faire une seule tentative d'évasion.

— Cependant, reprit le gouverneur, je crois qu'il serait urgent, malgré votre conviction, non pas que je doute de votre science, mais pour ma propre responsabilité, de nous assurer si le prisonnier est bien réellement mort.

Il se fit un moment de silence absolu pendant lequel Dantès, toujours aux écoutes, estima que le médecin examinait et palpait une seconde fois le cadavre.

— Vous pouvez être tranquille, dit alors le médecin, il est mort, c'est moi qui vous en réponds.

— Vous savez, Monsieur, reprit le gouverneur en insistant, que nous ne nous contentons pas, dans les cas pareils à celui-ci, d'un simple examen ; malgré toutes les apparences, veuillez donc achever la besogne en remplissant les formalités prescrites par la loi.

— Que l'on fasse chauffer les fers, dit le médecin ; mais en vérité, c'est une précaution bien inutile.

Cet ordre de chauffer les fers fit frissonner Dantès. On entendit des pas empressés, le grincement de la porte, quelques allées et venues intérieures, et quelques instants après, un guichetier entra en disant :

— Voici le brasier avec un fer. Il se fit alors un silence d'un instant, puis on entendit le fremelement des chairs qui brûlaient, et dont l'odeur épaisse et nauséabonde perça le mur

même derrière lequel Dantès écoutait avec horreur.

— A cette odeur de chair humaine carbonisée, la sueur jaillit du front du jeune homme et il crut qu'il allait s'évanouir.

— Vous voyez, Monsieur, qu'il est bien mort, dit le médecin ; cette blessure au talon est décisive ; le pauvre fou est guéri de sa folie et délivré de captivité.

— Ne s'appelait-il pas Faria ? demanda un des officiers qui accompagnait le gouverneur.

— Oui, Monsieur, et à ce qu'il paraît, c'était un vieux nom ; d'ailleurs il était fort savant et assez respectable même sur tous les points que ne touchaient pas à son trésor ; mais sur celui-là, il faut l'avouer, il était intraitable.

— C'est l'affection que nous appelons la monomanie, dit le médecin.

— Vous n'avez jamais eu à vous plaindre en lui ? demanda le gouverneur au gendarme chargé d'apporter les vivres de Faria.

— Jamais, monsieur le gouverneur, répondit le gendarme, jamais, au grand jamais au contraire ; autrefois même il m'amusait fort en me racontant des histoires ; un jour que ma femme était malade, il m'a même donné une recette qui l'a guérie.

— Ah ! ah ! fit le médecin, j'ignorais que l'usage de la poudre, j'espère, monsieur le gouverneur, ajouta-t-il en riant, que vous le traiterez en conséquence.

Oui, oui, soyez tranquille, il sera décemment enseveli dans le sac le plus neuf qu'on pourra trouver ; êtes-vous content ?

— Devons-nous accomplir cette dernière formalité devant vous, Monsieur ? demanda un guichetier.

— Sans doute, mais qu'on se hâte ; je ne puis rester dans cette chambre toute la journée.

De nouvelles allées et venues se firent entendre ; un instant après, un bruit de toile froissée parvint aux oreilles de Dantès, le lit cria sur ses ressorts, un pas alourd comme celui d'un homme qui soulève un fardeau s'appesantit sur la dalle, puis le lit cria de nouveau sous le poids qu'on lui rendait.

— A ce soir, dit le gouverneur.

— Y aura-t-il une messe ? demanda un des officiers.

— Impossible, répondit le gouverneur ; le chapelain du château est venu me demander hier un congé pour faire un petit voyage de huit jours à Hyères, je lui ai répondu de tous mes prières pendant tout ce temps-là ; le pauvre abbé n'avait qu'à ne pas tant se presser, et il aurait eu son requiem.

— Bah, bah ! dit le médecin avec l'impudence familière aux gens de sa profession, il est homme d'église ; Dieu aura égard à l'état, et ne donnera pas à l'enfer le méchant plaisir de lui envoyer un prêtre.

Un éclat de rire suivit cette mauvaise plaisanterie.

Pendant ce temps l'opération de l'ensevelissement se poursuivait.

— A ce soir ! dit le gouverneur lorsqu'elle fut finie.

— A quelle heure ? demanda le guichetier.

— Mais vers dix ou onze heures.

— Veillera-t-on sur le mort ?

— Pourquoi faire ? On fermera le cachot comme s'il vivait, voilà tout.

Alors les pas s'éloignèrent, les voix allèrent s'affaiblissant, le bruit de la porte avec sa serrure criarde et ses verrous grinçants se fit entendre, un silence plus morne que celui de la solitude, le silence de la mort, envahit tout, jusqu'à l'âme glacée du jeune homme.

Alors il souleva lentement la dalle avec sa tête, et jeta un regard investigateur dans la chambre.

La chambre était vide : Dantès sortit de la galerie.

XX

LE CIMETIÈRE DU CHATEAU D'IF Sur le lit, couché dans le sens de la longueur, et faiblement éclairé par un jour brumeux qui pénétrait à travers la fenêtre, on voyait un sac de toile grossière, sous les larges plis duquel se dessinait confusément une forme longue et raide ; c'était le dernier linde de Faria, ce linde qui, au dire des guichetiers, coûtait si peu cher. Ainsi, tout était fini. Une séparation matérielle existait déjà entre Dantès et son vieil ami, il ne pouvait plus voir ces yeux qui étaient restés ouverts